Regroupement des Associations forestières du Québec
Commission de l'économie et du travail (auditions publiques)

Résumé

Beaucoup de perceptions et de préjugés guident les jugements de la population concernant la gestion forestière. Le public québécois n'a que peu de connaissances sur sa forêt, ses modes de gestion et sa législation. Ce manque d'information a des conséquences importantes, notamment au niveau de l'acceptabilité sociale, de la valorisation des travailleurs forestiers, de l'intérêt des jeunes à ce secteur de carrière et bien d'autres.

Il est temps que le Québec se dote d'une stratégie mettant à profit les expertises régionales afin que les Québécois connaissent mieux leur réalité forestière et retrouvent leur culture forestière. Tous les intervenants sont unanimes sur l'importance d'assurer une information forestière de base et de maintenir un service à cet effet dans chacune des régions du Québec.

La refonte du régime forestier privilégie une participation du public et une régionalisation accrue. Des personnes bien informées sont mieux en mesure de participer et soutenir les changements proposés dans ce projet de loi. Le succès des actions passe par une approche **pro active** et un **effort soutenu** auprès du public, du milieu scolaire et des médias **par des organismes régionaux** bien implantés dans leur milieu.

Nous vous soumettrons certaines actions entreprises dans chacune des régions au niveau :

MILIEU SCOLAIRE

- Des programmes éducatifs adaptés aux particularités écologiques, sociales, économiques, environnementales et culturelles des régions;
- L'accompagnement des élèves du primaire au secondaire;
- Des outils de valorisation des métiers forestiers auprès de notre jeunesse;
- Des activités de formation auprès des agents multiplicateurs que sont les enseignants;
- Des activités permettant un contact direct avec la forêt.

Une stabilité au niveau des porteurs des programmes éducatifs et une récurrence au niveau des activités éducatives scolaires sont absolument essentielles.

GRAND PUBLIC

- Des outils régionaux de communication et d'information au sujet des enjeux liés au milieu forestier;
- Des produits touristiques dédiés à la vulgarisation forestière;

Il existe diverses ressources humaines habilitées à faire le lien entre le grand public et la forêt.

SPÉCIFICITÉS RÉGIONALES ET BESOINS COMMUNS

Malgré les spécificités régionales, les besoins en éducation forestière se ressemblent :

- Besoin d'un tableau neutre de la foresterie québécoise;
- Besoin d'un interlocuteur en matière d'éducation et de culture forestière;
- Besoin de liens forts entre le MRNF, et les acteurs chargés de la mission en éducation forestière;
- Besoin d'un acteur régional représentatif du milieu et composé des forces vives;
- Besoin d'une éducation adaptée à l'interlocuteur;
- Besoin d'un désir de retrouver la fierté de travailler dans et pour nos forêts.

Projet de loi no 57, Loi sur l'occupation du territoire forestier

Mémoire

POUR UNE ÉDUCATION FORESTIÈRE QUÉBÉCOISE

ÉVOLUTIVE ET PERFORMANTE

Présenté à la

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Par

LE REGROUPEMENT DES ASSOCIATIONS FORESTIÈRES RÉGIONALES DU QUÉBEC:

1. Association forestière Bas Laurentienne,
2. Association forestière Côte Nord,
3. Association forestière de la Gaspésie,
4. Association forestière de la Vallée du-Saint-Maurice,
5. Association forestière de l'Abitibi-Témiscamingue,
6. Association forestière des Cantons de l'Est,
7. Association forestière du Saguenay-Lac-Saint-Jean,
8. Association forestière Lanaudière,
9. Association forestière Québec métropolitain,
10. Table Forêt Laurentides,
11. Action Forêt Outaouais.

Le 12 août 2009

Pour une éducation forestière québécoise évolutive et performante

Mise en contexte

L'industrie forestière est d'une grande importance pour le Québec. Elle est la base de l'économie dans près de 210 communautés et génère près de 128 000 emplois directs, dont quelques 83 500 emplois dans les secteurs de la première et de la deuxième transformation du bois et en forêt.

Malgré le développement des technologies, la forêt et le bois feront toujours partie de notre quotidien et de notre développement tant au niveau économique, social, environnemental culturel et spirituel.

Problématique

Ici comme ailleurs, la récolte forestière a mauvaise presse, elle est pourtant à la base de toutes les autres utilisations du milieu forestier par l'accès au territoire quelle procure.

« Les effets du paysage forestier sont extrêmement visibles pour un grand nombre de personnes, car la production de bois se réalise sur une très grande échelle... à mesure que les intérêts éloignent les gens de la forêt, il reste très peu de personnes susceptibles de comprendre réellement les questions forestières ; or sans cette compréhension, les industries forestières seront exposées à un risque accru de conflits générés par la gestion de l'utilisation des terres »

Helström 2001

Beaucoup de perceptions et de préjugés guident les jugements de la population concernant la gestion forestière. Les sondages le prouvent, le public québécois n'a que peu de connaissances sur sa forêt, ses modes de gestion et sa législation. Ce manque d'information a des conséquences importantes, notamment au niveau de l'acceptabilité sociale, de la valorisation des travailleurs forestiers, de l'intérêt des jeunes à ce secteur de carrière et bien d'autres.

Éléments de solution

Que peut-on faire?

En Finlande on a trouvé la solution en misant sur l'éducation et l'information depuis plus de trois décennies: *« Pour les Finlandais, la forêt fait partie de leur identité nationale et est une source d'inspiration aussi bien artistique, littéraire qu'architecturale.*

- *80% des Finlandais estiment que la gestion des forêts est bonne et très bonne.*
- *90% de tous les Finlandais continuent de considérer l'industrie forestière comme le fondement et le garant de leur bien-être. »*

Heino et Karvojen 2003

Au Québec, l'éducation forestière a connu ses heures de gloire :

- Le 18 mars 1939 naissait l'Association forestière québécoise (AFQ);
- 1940-1960 consolidation du mouvement Clubs 4H et Associations forestières régionales (AFRs);
- 1960-1975 opération conservation - protection dans tout le Québec, mouvement 4H très fort;

- En 1970 M. Jules A Breton, directeur de l'Association forestière Québécoise disait : « *Rappelons-nous que l'éducation forestière populaire est la clef de voûte de notre économie forestière et que c'est l'un de nos devoirs les plus sacrés de prendre les moyens pour transmettre à la population les notions élémentaires et essentielles de la conservation de notre patrimoine le plus précieux !* »
- Dans les années 1980, le Québec s'était doté d'un réseau de Centres éducatifs forestiers et assurait un support financier aux régions pour l'éducation n'ayant pas de Centres (ex. : *Abitibi 85 000\$ et Saguenay-lac-St-Jean 85 000\$ en 1980*)

Depuis les années 1990 (fermeture des Centres éducatifs forestiers et abandon du support financier aux organismes collaborateurs -1995 et fermeture de l'AFQ -1996), le Québec ne s'est plus donné les moyens de soutenir durablement un réseau d'éducation et d'information forestière.

Pourtant, les intervenants sont unanimes sur l'importance d'assurer une information forestière de base et de maintenir un service à cet effet dans chacune des régions du Québec. En voici quelques exemples :

- « *Je ne peux que recommander avec enthousiasme cette activité à tout enseignant en géographie souhaitant dresser un portrait réaliste et complet du territoire forestier régional, ainsi que de l'exploitation forestière. Cette activité cadre par ailleurs parfaitement avec le programme d'étude.* »

Éric Boivin, enseignant
École secondaire l'Odyssee/Lafontaine, Saguenay, 2007

- « *Le virage le plus important à entreprendre en foresterie consiste à réintégrer la forêt dans les valeurs de la culture des québécois et des québécoises.* »

M. Jules Arsenault, vice président
Commission Coulombe, 2004

- « *L'évolution de la culture forestière québécoise : dynamiser la culture et l'éducation populaire relativement au milieu forestier y compris l'éducation des jeunes dès le primaire, la vulgarisation auprès du public, la valorisation des métiers et la promotion de la relève.* »

15^{ème} consensus signé par 13 partenaires
Sommet sur la forêt, Décembre 2007

Il est de première importance que le MRNF se dote d'une stratégie éducative mettant à profit les expertises régionales afin que les Québécois et les Québécoises connaissent mieux leur réalité forestière et retrouvent leur culture forestière. Il s'agit là d'une processus lent qui grandira au rythme même de nos forêts et qui, comme nos écosystèmes, s'adaptera au passage du temps et des tempêtes sans ne jamais disparaître.

Conclusion.

Notre devenir forestier est trop important pour que l'on le laisse errer.

Il est temps que le Québec se dote d'une stratégie mettant à profit les expertises régionales afin que les Québécois et les Québécoises connaissent mieux leur réalité forestière et retrouvent leur culture forestière.

La refonte du régime forestier privilégie une participation du public et une régionalisation accrue. Des personnes bien informées sont mieux en mesure de participer et soutenir les changements proposés dans ce projet de loi. Le succès des actions passe par une approche **pro active** et un **effort soutenu** auprès du public, du milieu scolaire et des médias **par des organismes régionaux** bien implantés dans leur milieu.

Donnons-nous les moyens pour que l'écrit de M. Jean Charest demeure réalité pour tous les Québécois et Québécoises :

« La forêt fait partie de ce que nous sommes. Nos premières entreprises étaient forestières et, de génération en génération, dans presque toutes nos régions, la vie quotidienne a été réglée par la forêt. Nous sommes un peuple forestier. Le défi que nous avons maintenant est de faire en sorte que cette forêt, si puissamment associée à notre passé, puisse être tout autant associée à notre avenir. »

Jean Charest

Premier ministre du Québec

La forêt pour construire le Québec de demain, 2008

Note :

Il nous ferait plaisir de vous soumettre une liste des actions qui sont entreprises dans chacune des régions, notamment au niveau :

MILIEU SCOLAIRE

- Des programmes éducatifs adaptés aux particularités écologiques, sociales, économiques, environnementales et culturelles des régions;
- L'accompagnement des élèves du primaire au secondaire;
- Des outils de valorisation des métiers forestiers auprès de notre jeunesse;
- Des activités de formation auprès des agents multiplicateurs que sont les enseignants;
- Des activités permettant un contact direct avec la forêt.

Une stabilité au niveau des porteurs des programmes éducatifs et une récurrence au niveau des activités éducatives scolaires sont absolument essentielles.

GRAND PUBLIC

- Des outils régionaux de communication et d'information au sujet des enjeux liés au milieu forestier;
- Des produits touristiques dédiés à la vulgarisation forestière;

Il existe diverses ressources humaines habilitées à faire le lien entre le grand public et la forêt.

SPÉCIFICITÉS RÉGIONALES ET BESOINS COMMUNS

Bien que chacune des spécificités régionales doivent être prise en compte, les besoins en éducation forestière se ressemblent :

- Besoin d'un tableau neutre de la foresterie québécoise;
- Besoin d'un interlocuteur en matière d'éducation et de culture forestière;
- Besoin de liens forts entre le MRNF, gestionnaire des forêts et les acteurs chargés de la mission en éducation forestière;
- Besoin d'un acteur régional représentatif du milieu et composé des forces vives de son milieu;
- Besoin d'une éducation adaptée à l'interlocuteur;
- Besoin d'un désir de retrouver la fierté de travailler dans et pour nos forêts.

Coordonnées du regroupement des AFR :

M. Daniel Archambault, ing.f., AFCE

138, rue Wellington Nord, bur. 100, Sherbrooke (Québec) J1H 5C5

Tél. : (819) 562-3388 Téléc. : (819) 562-2433 Courriel : afce@afce.arbre.foret.org